

*Initiatives ministérielles*

3 500 réclamations. Les agriculteurs n'oublieront pas cette année de sitôt.

Aux agriculteurs qui lui demandaient de l'aide la semaine dernière, le ministre de l'Agriculture a répondu non. Il a dit que les finances du gouvernement étaient en pire état que celles des agriculteurs. Hier, le ministre des Finances a déposé un mini-budget révélant que le déficit prévu pour l'année est passé de 22 à 34 milliards de dollars. Malgré des compressions des dépenses, les politiques du gouvernement continuent d'alourdir la dette. Les agriculteurs de la Saskatchewan n'aiment pas voir que la dette fédérale augmente. Chacun des agriculteurs des Prairies a sa part d'une dette nationale croissante: la dette du secteur agricole atteint 24 milliards.

C'est la période la plus noire que les agriculteurs et leurs localités aient jamais connue. Si le gouvernement souhaite, comme moi, que les terres des Prairies continuent de produire et que les agriculteurs gardent leur exploitation, ce n'est surtout pas maintenant qu'il faut les abandonner.

Si le gouvernement a l'intention d'accroître le déficit, comme le ministre des Finances l'a dit hier, les agriculteurs de l'Ouest ont droit à leur part du gâteau. Au moins, nous aurons un petit quelque chose pour récompenser nos efforts. Les agriculteurs continueront de cultiver la terre, et nous aurons une base économique plus stable dans les localités rurales dont la survie dépend de la vitalité de l'économie agricole.

En ce moment, le déficit fédéral augmente, mais en pure perte. Le seul résultat est une augmentation du chômage, des faillites, du nombre d'assistés sociaux et du nombre des clients des banques d'alimentation.

• (2130)

En Saskatchewan, nous avons déjà connu cette situation. De 1982 à 1991, les conservateurs ont dirigé notre province en sabrant les programmes gouvernementaux, en augmentant les impôts et en privatisant des sociétés d'État qui étaient rentables. Au bout du compte, notre qualité de vie ne s'était absolument pas améliorée, nous n'avions rien qui témoigne d'une saine activité et nous étions aux prises avec un énorme déficit qui mettra des années à se résorber.

Si les conservateurs ont pour politique de laisser grossir les déficits sans rien laisser derrière eux, alors, je dis non. Au moins, lorsqu'un agriculteur, un petit entrepreneur ou un propriétaire de maison contracte une dette, il

a un tracteur, un édifice ou une maison à montrer pour justifier cette dette.

Voilà pourquoi le moment est venu pour le gouvernement de faire preuve de leadership pour résoudre les problèmes des agriculteurs et des régions rurales. Il doit, en quelque sorte, prendre le taureau par les cornes et élaborer une politique agricole à long terme qui tienne compte des baisses de recettes et de rendement. Le moment est venu de tenir à la Chambre un véritable débat sur l'avenir de l'agriculture au Canada.

Cela signifie que nous devrions nous débarrasser du régime universel, le RARB et repartir à zéro. Le RARB est un programme tout à fait inadéquat. C'est une cause de tracasserie administrative et de maux de tête, et ses coûts ne sont pas justifiés. Nous avons besoin d'un programme qui tienne compte des recettes et des coûts de production de l'agriculteur. Les néo-démocrates demandent que l'on discute de ces questions depuis des années.

Il est temps que le gouvernement fédéral assume sérieusement ses responsabilités, qu'il reconnaisse que c'est là une question relevant de sa compétence et qu'il prenne des mesures qui sont dans l'intérêt des provinces de l'Ouest et, partant, dans celui du Canada, à long terme.

En fait, en réponse au mini-budget présenté par le ministre, les délégués qui participaient aujourd'hui à la réunion du Saskatchewan Wheat Pool ont adopté une motion dont je voudrais donner lecture:

Que le gouvernement fédéral s'emploie immédiatement à résoudre les graves problèmes économiques des agriculteurs de la Saskatchewan de la façon suivante:

- a) en cessant de transférer ses responsabilités à la province et aux agriculteurs;
- b) en assurant le financement de la troisième ligne de défense et
- c) en renonçant aux modifications qu'il voulait apporter à la LTGO et aux réductions de la subvention du Nid-de-Corbeau de l'ordre de 726 millions de dollars annoncées dans l'exposé économique et financier du 2 décembre.

Cette motion a été adoptée à l'unanimité par les délégués qui participaient à la réunion aujourd'hui. Je suis entièrement d'accord avec eux.

Le gouvernement fédéral a toujours eu la responsabilité de financer les déficits attribuables à des catastrophes. Tout agriculteur qui a dû participer au programme mis en place il y a trois ans lors de la sécheresse et qui a dû le subir sait parfaitement qu'Ottawa était responsable du gâchis même si ces revenus étaient indispensables pour les agriculteurs.